



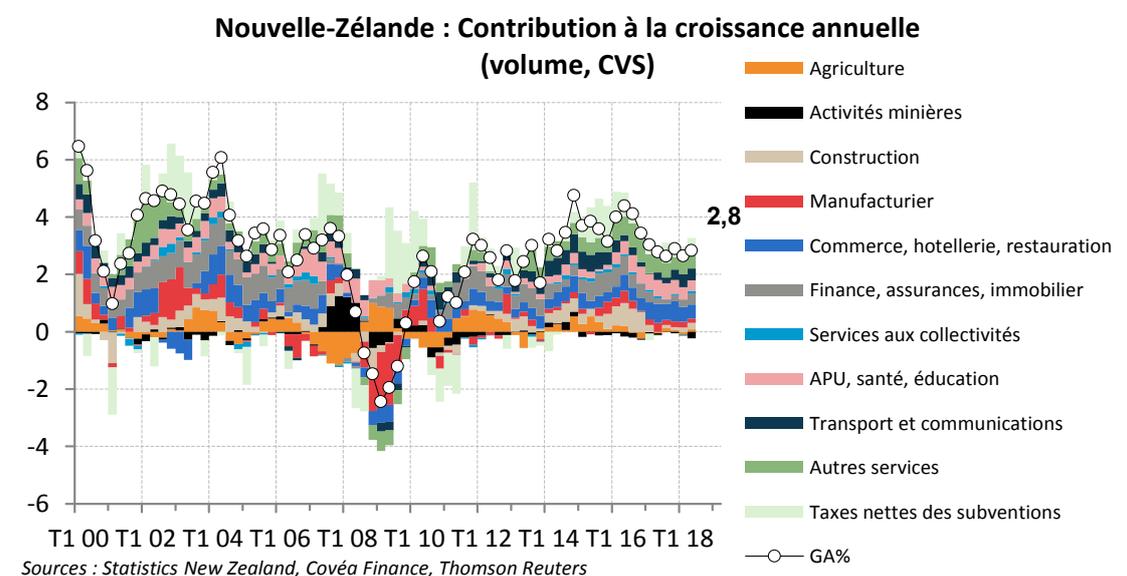
25 septembre 2018

Nouvelle-Zélande : la croissance rebondit

La croissance néozélandaise surprend à la hausse au T2 2018 et atteint 1,0 % sur le trimestre, un chiffre nettement supérieur aux attentes de la banque centrale. L'activité apparaît principalement soutenue par le secteur des services ainsi que l'agriculture, qui représente près de 6,0 % de la valeur ajoutée du pays. En dépit de la chute continue des indicateurs de confiance, la production industrielle manufacturière et le secteur de la construction restent en territoire positif. En revanche l'investissement recule sur le trimestre, tiré à la baisse par l'investissement des entreprises. La consommation privée demeure un soutien important à l'activité mais apparaît fragile au regard du fort endettement des ménages néozélandais. Enfin, le déficit commercial se réduit sur le trimestre alors que les exportations progressent plus rapidement que les importations. En glissement annuel, la croissance accélère légèrement avec une progression de 2,8 % (contre 2,6 % le trimestre précédent) mais demeure en deçà de la moyenne des dernières années.

Produit Intérieur Brut

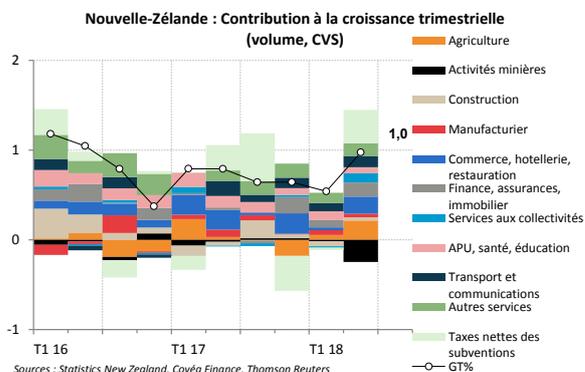
« Le secteur des services et l'agriculture constituent les principaux moteurs de l'économie néozélandaise au deuxième trimestre 2018 »



Le secteur des services et l'agriculture tirent l'économie

« Le secteur des services est le principal contributeur à la croissance »

➤ Après un premier trimestre marqué par le ralentissement de l'économie, la croissance néozélandaise accélère significativement pour atteindre 1,0 % sur le trimestre, son plus haut niveau depuis 2016. La bonne performance de l'activité surprend à la hausse la banque centrale qui tablait en août sur une progression trimestrielle de 0,5 %. Sur l'année, la dynamique reste toutefois en légère modération à 2,8 % (contre une croissance annuelle moyenne de 3,5 % entre 2015 et 2017).



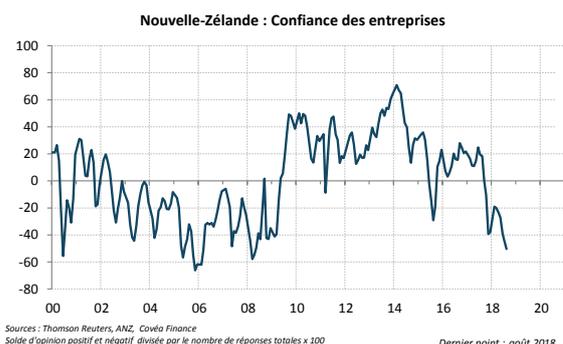
A l'exception de l'industrie extractive, l'ensemble des secteurs de l'économie néozélandaise progresse sur le trimestre. Le secteur des services apparaît toutefois comme le principal contributeur. Les secteurs des ventes au détail, du commerce de gros et du transport enregistrent tous trois des croissances comprises entre 1,5 % et 2 %. En dehors des services, le secteur de l'agriculture, perturbé par les intempéries climatiques les deux trimestres précédents, constitue l'autre moteur de la croissance du pays. En effet, le secteur de l'agriculture représente 6,0 % de la valeur ajoutée nationale, un poids significativement supérieur à la moyenne des pays développés (entre 1 et 1,5 % aux Etats-Unis et en Zone Euro).

L'industrie extractive se contracte nettement sur le trimestre (-20 %, son plus gros recul depuis 30 ans) en raison de la fermeture temporaire d'une raffinerie et d'un champ gazier. Cette baisse pénalise également l'industrie pétrochimique et plastique. Au total, l'industrie manufacturière progresse tout de même de 0,4 %, tirée à la hausse par l'industrie alimentaire. Sur l'année le secteur ralentit tendanciellement et affiche une croissance de 1,6 %. Enfin, le secteur de la construction, en recul le trimestre précédent, rebondit de 0,9 % sur le trimestre.

La production industrielle se maintient mais l'investissement recule

« La chute continue de la confiance des entreprises ne se matérialise pas dans la production industrielle »

➤ En dépit de la chute de la confiance des entreprises, la dynamique du secteur manufacturier et du secteur de la construction reste positive. En effet, la confiance des entreprises s'est fortement dégradée à la suite des élections pour atteindre des plus-bas depuis 2009. Les entrepreneurs néozélandais, interrogés en juillet par la banque ANZ, se déclarent particulièrement préoccupés par la pénurie de travailleurs qualifiés et par les incertitudes vis-à-vis de la régulation. Plusieurs éléments du programme gouvernemental sont sources d'inquiétudes : la hausse du salaire minimum (qui devrait progressivement augmenter pour atteindre 20NZ\$ en 2021 contre 16,5NZ\$ actuellement), les restrictions à l'immigration et enfin la restriction des investissements immobiliers des non-résidents (déjà mise en place au cours de l'été).



L'investissement recule de 0,1 % sur le trimestre, tiré à la baisse par l'investissement non résidentiel. Pour autant, la croissance annuelle de l'investissement reste élevée à 4,5 %. Bien qu'il soit difficile d'en évaluer les effets directs, la chute continue de la confiance des entreprises au cours du troisième trimestre pourrait finir par se matérialiser dans les données d'activité.

La consommation et les exportations soutiennent la croissance

« La consommation des ménages rebondit après un trimestre de stagnation »

➤ Du côté des ménages, la consommation (60% du PIB) rebondit après un trimestre de stagnation. La dynamique des ventes au détail, bien que positive, apparaît toutefois en modération tandis que le bilan financier demeure préoccupant avec une dette élevée (166 % du revenu brut disponible) et un taux d'épargne négatif en 2017.

Enfin, le déficit commercial, exprimé en volume, se réduit sur le trimestre. Les exportations progressent plus rapidement que les importations (2,1 % contre 1,8 %), permettant ainsi au commerce de contribuer positivement à la croissance du pays.

Ce document est établi par Covéa Finance, société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro 97-007, constituée sous forme de société par actions simplifiée au capital de 7 114 644 euros, immatriculée au RCS Paris sous le numéro B 407 625 607, ayant son siège social au 8-12 rue Boissy d'Anglas 75008 Paris.

Ce document est produit à titre indicatif et ne peut être considéré comme une offre de vente ou un conseil en investissement. Il ne constitue pas la base d'un engagement de quelque nature que ce soit, ni une évaluation de stratégie ni aucune recommandation d'investissement dans des instruments financiers.

Il contient des opinions et analyses générales et non personnalisées conçues par Covéa Finance à partir de données chiffrées qu'elle considère comme fiables au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, mais dont l'exactitude et la validité ne sont toutefois pas garanties.

Les opinions exprimées dans le document peuvent faire l'objet de modifications sans notification.

Covéa Finance ne saurait être tenue responsable de toute décision prise sur la base d'une information contenue dans ce document.

Ce document est la propriété intellectuelle de Covéa Finance. Toute Utilisation (définie ci-après), reproduction ou diffusion de tout ou partie du présent document devra faire l'objet d'une autorisation préalable de Covéa Finance.

Le destinataire du présent document a connaissance et accepte que les données chiffrées, permettant d'établir les opinions et analyses générales et non personnalisées, peuvent être soumises à l'acquisition de droits vis-à-vis de tiers.

Par conséquent, les données chiffrées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une quelconque Utilisation par le destinataire du document sans l'acquisition préalable des droits nécessaires directement auprès des tiers détenteurs de ces droits.

Par ailleurs, le destinataire du présent document a connaissance et accepte que Covéa Finance ne sera en rien responsable de toute utilisation faite desdites données chiffrées et assumera seul toutes les conséquences vis-à-vis des tiers détenteurs des droits associés à ces données.

L'« Utilisation » s'entend comme, et de manière non limitative, la manipulation de la donnée chiffrée, la distribution, la redistribution, l'intégration dans un système d'information ou dans des documents de tous types.